

Appel à contributions :

## **Luttes, territoires et justice spatiale**

Coordinateur·ice·s : **Judicaëlle Dietrich | Élise Roche | Thomas Zanetti**

Ce numéro de *Justice Spatiale / Spatial Justice* propose d'aborder l'action collective à l'aune des différentes spatialités qu'elle met en jeu et mobilise. Il s'agit en particulier de s'intéresser aux actions collectives ayant vocation à promouvoir davantage de justice. Ce numéro porte l'ambition de saisir comment un espace – dans ses dimensions matérielles, sociales, symboliques et politiques – est aussi produit par des formes d'actions collectives, informelles ou en cours d'institutionnalisation, qu'elles soient autonomes ou hybridées par des interactions avec les pouvoirs publics. L'action collective est ici entendue au sens large de la « politique contestataire » telle que définie par Doug McAdam *et al.* (1996, p. 1) et saisie dans sa capacité à transformer le(s) territoire(s) et leur(s) gouvernement(s) par les politiques publiques.

Ce faisant, il s'agit de poursuivre une réflexion qui s'affirme dans la littérature scientifique (Auyero, 2005 ; Ripoll, 2008 ; Mahoudeau, 2016) en s'inscrivant dans la géographie de l'action collective. Ce champ a d'abord été structuré dans la géographie anglophone (Miller, 2000 ; Miller et Martin, 2000) et par la sociologie des mouvements sociaux prenant en compte l'espace des mobilisations (Mathieu, 2012 ; Nez, 2016 ; Borrás *et al.*, 2018 ; Pailloux et Ripoll, 2019). On observe aujourd'hui une augmentation des ouvrages et numéros de revues visant à étudier ces « formes particulières d'action collective » (Rui, 2010, p. 82) au travers de leur dimension spatiale. Plus spécifiquement, il s'agit de questionner comment ces actions, dont une partie use d'un registre informel, produisent du territoire. Cet appel est initié dans un contexte francophone, marqué par une distinction historique entre sphère publique et sphère privée. Il invite à réfléchir à comment l'action collective contribue à déplacer les lignes de séparation ou à accroître la porosité entre public et privé, d'une part, et entre informel et institutionnel, d'autre part. Nous invitons les auteur·e·s à observer ce « brouillage » au travers de ses dimensions territoriales. Dans bien des aires culturelles, cette porosité des sphères publiques et privées dans le champ, par exemple, de la gouvernance des espaces publics ou de la délégation de missions de services publics ou des programmes « communautaires » n'est plus à démontrer. Les articles proposés se concentreront sur le trouble introduit dans ces spatialités par l'initiation de formes

d'actions collectives porteuses d'objectifs en faveur de la justice sociale. Il s'agit de voir comment elles contribuent à des transformations spatiales, sous la forme d'apparition de nouveaux lieux, de transformation de réseaux, de requalification symbolique de nouveaux espaces ou de nouvelles formes de gouvernance territoriale par exemple.

Pour aborder les transformations du territoire à l'aune de l'action collective, nous proposons aux auteur·e·s de se saisir de la notion d'informalité. Celle-ci permet tout autant d'analyser les modes « non officiels » de gouvernement, les négociations, la « boîte noire » des politiques publiques, que de prendre en compte les pratiques d'actions collectives catégorisées comme illégales, « subalternes » ou « infra-politiques », ici proposées à l'étude. Par leur objet, les formes d'actions collectives contribuent en effet à remettre en cause l'ordre normé et à questionner la limite entre légal et illégal, formel et informel. Leurs modes d'action, en outre, allient fréquemment des pratiques ayant fortement incorporé les contraintes juridiques, et d'autres, plus revendicatives, qui relèvent éventuellement de l'illégalité ou, plus souvent, d'une zone grise (Yiftachel, 2009). Ces actions collectives peuvent ressortir de mobilisations, de luttes « visibles », dans des moments resserrés, comme d'actions du quotidien, sur le long terme, convergeant de manière cohérente et concertée pour gagner de nouvelles légitimités à transformer le territoire (Didier et Philifert, 2019). Ce faisant, il s'agit de promouvoir des approches croisées et ambitionnant de décloisonner la dichotomie entre Nord et Sud, initiées notamment par le courant de l'urbanisme subalterne (Roy, 2005, p. 155) dans le contexte du Sud global et les travaux initiés plus récemment par le collectif *Inverses* (2016) dans la littérature francophone. Cet appel a donc vocation à explorer combien le territoire, en étant le support et l'enjeu de formes d'actions collectives, se trouve profondément façonné par le croisement de dynamiques informelles et institutionnelles. L'informalité et l'institutionnalisation sont ici entendues comme des notions non exclusives, éminemment poreuses et le plus souvent hybridées (McFarlane, 2012). En examinant notamment comment celles-ci mobilisent des registres concurrents de la justice (et de l'intérêt public ou général) (voir le numéro 12 de la revue *JSSJ*), il sera fécond de mettre au jour la dimension plurielle, ordinaire et négociée dont fait l'objet la fabrication des territoires (Bayat, 2009).

Par ce numéro, nous souhaitons donc interroger de front la dimension territoriale de l'action collective. Dans le contexte francophone, plus que la notion d'espace, celle de territoire permet d'analyser les enjeux de pouvoir et de domination, en sous-tendant l'existence d'un pouvoir projeté sur l'espace (Faure et Négrier, 2019), notamment celui des pouvoirs publics dans le cas des projets urbains, par exemple. Le territoire peut alors être considéré comme un « outil de praxis politique produit et contesté » (Ince, 2012, p. 1646) et la territorialité comme l'expression spatiale du pouvoir (Storey, 2020). Le territoire est donc un espace géographique socialisé,

construit par les pratiques et représentations, et doté d'une profondeur historique, qui combine ainsi des dimensions matérielles, sociales, symboliques, identitaires et politiques (Bonnemaison et Cambrezy, 1997 ; Debarbieux, 1995 ; Di Méo, 1993). Ce terme, qui a connu un tel succès dans la littérature francophone notamment, recouvre parfois le terme de « *place* » en anglais (Debarbieux, 1999 ; Massey, 1993 ; Harvey, 1989), et parfois celui de « *territory* », récemment réinvesti dans la sphère anglophone pour la pluralité des spatialités qu'il permet d'aborder (Jackman *et al.*, 2020). Nous invitons donc les auteur-e-s à éclairer cette proposition depuis leur propre contexte académique, culturel et linguistique et à le rendre explicite, pour élargir l'approche aux différentes dimensions spatiales envisageables (lieux, réseaux, espaces vécus, espaces symboliques, etc.) et aux différents contextes de production de connaissances. Ces approches présentent, en outre, un intérêt tout particulier dans le contexte du réétalonnage (Brenner, 2004) de l'action des pouvoirs publics, notamment dans le contexte du *roll out*, ou réagencement des interventions de l'État néolibéralisé tel que le décrivent Jamie Peck et Adam Tickell (2002). En proposant cette approche territoriale, cet appel entend aussi poursuivre des travaux antérieurs qui visent à étudier l'évolution des mouvements sociaux et leur dimension territoriale. Malgré la grande diversité de ces mouvements (Scott, 1985 ; Fautras, 2015), nous relevons des exigences communes, confortant dans bien des cas l'hypothèse d'une « hyperlocalisation de la question sociale » (Fourcaut, 2002, p. 174) : une plus grande justice sociale, une démocratisation de la politique locale, une critique de l'action étatique et technocratique – également en contextes autoritaires (Geoffray, 2011) –, notamment des politiques d'aménagement, une aspiration à la préservation de l'environnement, une attention accrue aux usages quotidiens et au cadre de vie. Plus récemment, la territorialisation des mouvements sociaux s'est manifestée à travers l'occupation informelle de places dans des contextes urbains (place Tahrir au Caire, place Puerta Del Sol à Madrid, place de la République à Paris, place Taksim à Istanbul, etc.) et de lieux symboliques dans les espaces ruraux ou périurbains (ronds-points).

Les articles devront donc proposer des analyses centrées sur des actions collectives qui s'ancrent au sein de combats contre des formes d'injustices et s'intéresser à leurs dimensions territoriales. Il s'agira notamment d'étudier comment s'expriment les tensions et circulations entre informalité et institutionnalisation de ces dynamiques contestataires. Ces actions collectives et les territoires produits devront être examinés pour saisir les tensions et circulations entre informalité et institutionnalisation. Les injustices qui font l'objet de contestations collectives peuvent être d'ordre divers : inégalités spatialisées, privation d'accès à un espace, domination exprimée spatialement, défaut de redistribution ou de reconnaissance dans la relation au territoire (Young, 1990).

Trois propositions d'articulation entre territoire, action collective et justice sont ainsi suggérées.

### *1. Action collective et dynamiques territoriales : l'interface entre pouvoirs publics et mobilisations*

Le territoire, comme espace de vie et comme étendue au sein de laquelle s'exercent des pouvoirs (Raffestin, 1980), est bien sûr l'objet d'enjeux multiples de domination. Il peut ainsi renvoyer au cadre d'expression d'une communauté nationale, comme aux espaces du quotidien (Scott, 1985) : la rue, le quartier, le village ou la ville, par exemple, constituent autant d'échelles d'appartenance qui donnent lieu à des mobilisations et à des luttes comme formes d'actions collectives organisées autour d'une contestation d'un pouvoir exercé par une institution (publique ou privée). Outre cette dimension scalaire dépendante des inscriptions, appartenances, attachements ou identités, le territoire peut également faire l'objet d'une approche thématique, justifiant en quelque sorte sa constitution comme territoire de lutte. Ainsi, la ZAD de Notre-Dame-des-Landes s'est-elle articulée autour de la sauvegarde de terres cultivables et cultivées, pour la défense de ces activités agricoles et des personnes qui y résidaient. De même, les mobilisations contre les mécanismes de gentrification, comme à Poble Sec à Barcelone ou à Jackson Heights à New York, se réclament parfois d'une préservation de territoires mixtes et historiquement accueillants. Cette construction informelle du territoire objet d'action collective se construit en réponse aux transformations – d'origine institutionnelle ou non – dont il fait l'objet et qui sont porteuses de formes d'injustices, auxquelles l'action collective entend s'opposer. Les auteur·e·s sont ainsi invité·e·s à réfléchir à la dimension construite du territoire objet de lutte et à examiner dans quelle mesure les actions collectives créent des dynamiques territoriales au croisement entre pouvoirs publics et société civile.

### *2. Les territoires des actions collectives : des espaces du proche et des espaces relationnels*

Les luttes relatives à des projets d'aménagement ou d'infrastructure prennent souvent naissance dans des réseaux d'interconnaissance qui peuvent être implantés à l'échelle d'un quartier, d'un bassin de vie ou dans un contexte informel. Comme l'a montré McAdam (1982), les liens de proximité et les communautés préexistantes jouent en effet un rôle essentiel dans le déclenchement de mouvements sociaux (Lichterman, 1996). Les registres affectifs et les émotions liées au proche constituent également des ressorts de l'engagement individuel et collectif (Traïni, 2015 ; Dechézelles et Olive, 2016), et les associations peuvent être à l'origine de la

construction de liens sociaux territorialisés (Vermeersch, 2006) dont l'informalité apparaît comme un mode de gouvernement. Les auteur·e·s sont donc invité·e·s à saisir comment les liens unissant les membres des mobilisations étudiées prennent corps au sein d'un espace défini, dans quels lieux et à quelle(s) échelle(s).

En s'intéressant aux réseaux d'acteur·trice·s de ces actions collectives, les auteur·e·s pourront ainsi proposer une analyse des mobilisations qui s'intéresse à la dimension relationnelle de l'espace et des lieux où elles prennent forme.

### *3. Une lecture géographique des lieux de l'action collective, entre formel et informel*

Plus pragmatiquement, au travers des pratiques spatiales issues de ces luttes, se fait jour une géographie spécifique, hybridant espaces publics et privés, lieux de l'institution – « officiels » – et lieux de rencontre plus informels – « du quotidien ». Plus encore, il s'agit de ne pas se limiter à l'*insurgent urbanism* (Hou, 2010 ; Maziviero, 2016) et d'appréhender aussi combien des lieux qualifiés de « privés » peuvent être porteurs d'actions collectives jusqu'à en devenir une condition, une modalité d'action voire un symbole du territoire tel que projeté, imaginé et symbolisé par la mobilisation. La dimension territoriale à appréhender ici doit donc être saisie dans toute sa complexité et son épaisseur, considérant que le territoire est le fruit d'une articulation de pratiques spatiales quotidiennes, de règles de fonctionnement institutionnelles, d'appropriations matérielles ou encore de constructions symboliques.

### **Consignes aux auteur·e·s**

Nous invitons les contributions à s'inscrire au sein de l'un de ces trois axes. L'appel est ouvert à des auteur·e·s de disciplines autres que la géographie (urbanisme, anthropologie, science politique, histoire, sociologie...) dès lors que la question territoriale est centrale à l'approche proposée. Le traitement de cas d'études internationaux sera également bienvenu. Il est suggéré aux auteur·e·s de présenter des contributions appuyées sur un travail empirique éclairé par un cadre théorique clairement énoncé.

*Justice Spatiale / Spatial Justice* est une revue bilingue à comité de lecture. Les articles peuvent être soumis en français ou en anglais. Les articles peuvent être basés sur une étude de cas ou offrir une perspective plus théorique. La revue utilise une évaluation en double aveugle et tous les articles seront évalués par deux évaluateurs anonymes. Les articles soumis en français doivent compter au maximum 7 000 mots,

bibliographie comprise. Veuillez respecter le modèle d'article de JSSJ disponible en ligne sur le site de la revue : <http://www.jssj.org/recommandations-aux-auteurs/>.

Des contributions illustrées par des éléments visuels (photos, cartographies, schémas spatialisés...) seront également les bienvenues.

Les auteur·e·s qui s'interrogent sur la pertinence de leurs propositions peuvent contacter les coordinateur·rice·s du numéro. Les auteur·e·s qui le souhaitent sont invité·e·s à faire parvenir des propositions d'article avant le 22 octobre 2021. Les auteur·e·s doivent envoyer leur article complet aux coordinateur·rice·s du numéro avant le 1<sup>er</sup> décembre 2021.

**Contacts :** Judicaelle DIETRICH [judicaelle.dietrich@univ-lyon3.fr](mailto:judicaelle.dietrich@univ-lyon3.fr), Élise ROCHE [elise.roche@insa-lyon.fr](mailto:elise.roche@insa-lyon.fr) et Thomas ZANETTI [thomas.zanetti@univ-lyon3.fr](mailto:thomas.zanetti@univ-lyon3.fr)

## Bibliographie

**Auyero** Javier, « L'espace des luttes. Topographie des mobilisations collectives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 160, 2005, p. 123-132.

**Bayat** Asef, *Life as Politics: How Ordinary People Change the Middle East*, Stanford University Press, 2009.

**Bonnemaison** Joël, **Cambrezy** Luc, « Le lien territorial entre frontières et identités » in Bonnemaison Joël *et al.* (dir.), *Le territoire*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 7-17.

**Borras** Saturnino, **Moreda** Tsegaye, **Alonso-Fradejas** Alberto, **Brent** Zoe W., « Converging social justice issues and movements: implications for political actions and research », *Third World Quarterly*, n° 39, vol. 7, 2018, p. 1227-1246.

**Brenner** Neil, *New Urban Spaces*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

**Collectif Inverses**, **Morelle** Marie, **Jacquot** Sébastien *et al.*, « L'informalité politique en ville. 8 chercheurs et 9 villes face aux modes de gouvernement urbain », *L'Espace Politique*, n° 29, 2016, (<https://espacepolitique.revues.org/3806>) consulté le 17 septembre 2021.

**Debarbieux** Bernard, « Le territoire : histoires en deux langues. A bilingual (his-)story of territory », in **Chivallon** Christine, *Discours scientifiques et contextes culturels : géographies britanniques et françaises à l'épreuve postmoderne*, Talence, MSHA, 1999, p. 33-43.

- Debarbieux** Bernard, « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique », *Espace géographique*, vol. 2, n° 24, 1995, p. 97-112.
- Dechézelles** Stéphanie, **Olive** Maurice, « Lieux familiers, lieux disputés : dynamiques des mobilisations localisées », *Norois*, n° 238-239, 2016, p.7-21.
- Didier** Sophie, **Philifert** Pascale, « Droit à la ville au Sud et construction des légitimités ordinaires » *Annales de géographie*, vol. 5, n° 729-730, 2019, p. 5-13.
- Di Méo** Guy, « Les territoires de la localité », *Espace géographique*, vol. 4, n° 22, 1993, p. 306-317.
- Faure** Alain, **Négrier** Emmanuel, « Territoire », in **Boussagnet** Laurie (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019, p. 635-643.
- Fautras** Mathilde, « Injustices foncières, contestations et mobilisations collectives dans les espaces ruraux de Sidi Bouzid (Tunisie) : aux racines de la "révolution" ? », *Justice spatiale/Spatial Justice*, n° 7, 2015.
- Fourcaut** Annie, « De la classe au territoire ou du social à l'urbain », *Le Mouvement Social*, n° 200, 2002, p. 170-176.
- Geoffray** Marie-Laure, « Étudier la contestation en contexte autoritaire : le cas cubain ». *Politix*, vol. 1, n° 93, 2011 p. 29-45.
- Hou** Jeffrey (dir.), *Insurgent public space: guerrilla urbanism and the remaking of contemporary cities*, New York, Routledge, 2010.
- Ince** Anthony, « In the Shell of the Old: Anarchist Geographies of Territorialisation », *Antipode*, vol. 44, n° 5, 2012, p. 1645-1666.
- Jackman** Anna *et al.*, « Unearthing feminist territories and terrains » *Political Geography*, n° 80, 2020, (DOI : 10.1016/j.polgeo.2020.102180).
- Lichterman** Paul, *The search for political community: American activists reinventing commitment*, Cambridge, New York, Cambridge University Press, 1996.
- Maziviero** Maria Carolina, « Insurgent Urbanism: alternative modes of production and appropriation of urban space in the outskirts of Sao Paulo », *International Planning History Society Proceedings*, vol. 17, n° 2, 2016, p. 259-269.
- McAdam** Doug, *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, Chicago, University of Chicago Press, 1982.



- McAdam** Doug, **McCarthy** John D., **Zald** Mayer N. éd., *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.
- Mahoudeau** Alex, « Social Movements in Human Geography: a literature review », *The Cobble and the Frame*, 2016, (<https://tcatf.hypotheses.org/51>) consulté le 17 septembre 2021.
- Massey** Doreen, « Power-geometry and a progressive sense of place », in **Bird** Jon *et al.*, *Mapping the Future: local cultures and global change*, London, Routledge, 1993, p. 59-69.
- Mathieu** Lilian, « Territoires et mises en espace des mobilisations », in **Bonny** Yves *et al.* (dir), *Espaces de vie, espaces enjeux*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 185-195.
- McFarlane** Colin, « Rethinking Informality: Politics, Crisis, and the City », *Planning Theory & Practice*, vol. 1, n° 13, 2012, p. 89-108.
- Merklen** Denis, **Pleyers** Geoffrey, « La localisation des mouvements sociaux », *Cahiers des Amériques latines*, n° 66, 2011, p. 25-37.
- Miller** Byron A., *Geography and Social Movements. Comparing Antinuclear Activism in the Boston Area*, Minneapolis-London, Minnesota University Press, 2000.
- Miller** Byron A., **Martin** Deborah, « Missing Geography: Social Movement on the Head of a Pin? », in **Miller** Byron A., *Geography and Social Movements. Comparing Antinuclear Activism in the Boston Area*, Minneapolis-London, Minnesota University Press, 2000, p. 1-38.
- Nez** Héloïse, « Pour une analyse spatiale de la délibération », *SociologieS*, 2016, (DOI : <https://doi.org/10.4000/sociologies.5590>).
- Pailoux** Anne-Laure, **Ripoll** Fabrice, « Géographie(s) des mobilisations », *Carnets de géographes*, n° 12, 2019, (<https://doi.org/10.4000/cdg.5142>).
- Peck** Jamie, **Tickell** Adam, « Neoliberalizing Space » *Antipode*, vol. 3, n° 34, 2002, p. 380-404.
- Raffestin** Claude, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Litec, 1980.
- Ripoll** Fabrice, « Espaces et stratégies de résistance : répertoires d'action collective dans la France contemporaine », *Espaces et Sociétés*, n° 134, 2008, p. 83-97.



- 
- Roy** Ananya, « Urban Informality: Toward an Epistemology of Planning », *Journal of the American Planning Association*, vol. 2, n° 71, p. 147-158.
- Rui** Sandrine, « Mouvements sociaux », in **Paugam** Serge (dir.), *Les 100 mots de la sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, 2010, p. 82-83.
- Scott** James C., *Weapons of the Weak, Everyday forms of Peasant Resistance*, New Haven-London Yale University Press, 1985.
- Storey** David, *Territories. The claiming of spaces*, London, Routledge, 2020.
- Traïni** Christophe (dir.), *Émotions et expertises, les modes de coordination des actions collectives*, Rennes, PUR, 2015.
- Vermeersch** Stéphanie, « Liens territoriaux, liens sociaux : le territoire, support ou prétexte ? », *Espaces et Sociétés*, n° 126, 2006, p. 53-69.
- Yiftachel** Oren, « Critical theory and "gray space": Mobilization of the colonized », *City*, vol. 13, n° 2-3, 2009, p. 246-263.
- Young** Iris Marion, *Justice and the politics of difference*, Princeton University Press, 1990.